

Burundi : diplomates et proches de Nkurunziza réagissent au rapport de l'ONU

RFI, 08-09-2019 La Commission d'enquête de l'ONU sur le Burundi parlait d'un « climat de peur » qui règne dans ce pays, à moins d'un an des élections présidentielle, parlementaires et locales en 2020. Le ministre burundais des Droits de l'homme a refusé de s'exprimer avant d'avoir lui-même rencontré les experts et d'avoir officiellement reçu le rapport. Mais sur les réseaux sociaux, les partisans de Pierre Nkurunziza ont multiplié les attaques contre les membres de la commission.

Dans son rapport, cette commission, créée par le Conseil des droits de l'homme de l'ONU en 2016, décrit comment des Imbonerakure, les membres de la ligue des jeunes du CNDD-FDD, ont commis des meurtres, des disparitions, des arrestations et détentions arbitraires, des actes de torture, ainsi que des viols contre des membres de l'opposition politique, rivaux ou opposés. Avant même la publication des conclusions de ce rapport, mi-août, le conseiller du président, Willy Nyamitwe, avait annoncé sur Twitter « la fameuse commission dirigée par Doudou Diène ne publiera un rapport politiquement motivé, commandité par l'ONU contre le #Burundi ». Ce proche de Pierre Nkurunziza croyait aussi que la Cour pénale internationale pourrait « sortir ses griffes » mais que toutes ces initiatives seraient sans effet. Le conseiller dit avoir été contacté par la presse cette semaine. Il assure que « le Burundi n'est plus intéressé à répondre aux mensonges et à la manipulation d'opinion de la part de certains Occidentaux qui ne visent que la déstabilisation du Burundi ». D'autres officiels sont montés au créneau. L'ambassadeur du Burundi à New York parle d'un « complot de 2015 contre les institutions élues », souligne-t-il, « n'est ni mort, ni enterré ». Ninette Mutoni, la secrétaire nationale en charge de la communication du CNDD-FDD, y voit, elle, une « propagande occidentale », elle estime que le climat est plutôt « apaisé » au Burundi à moins d'une année des élections. Samedi, c'est l'ambassadeur Mfumukeko, secrétaire général de la communauté des États d'Afrique de l'Est qui s'est plaint à son tour. Ce diplomate burundais évoque des « clichés apocalyptiques et déclarations-chocs » qui n'aideraient en rien les Burundais, d'un déficit évident de nuances et d'impartialité. Selon lui, les ambassadeurs et experts de l'EAC auraient regretté que les membres de la commission n'aient jamais cherché à les rencontrer.